

# ASSEMBLÉE NATIONALE

19 novembre 2025

---

## PROJET DE LOI RELATIF À LA LUTTE CONTRE LES FRAUDES SOCIALES ET FISCALES - (N° 2115)

Adopté

N° AS7

### AMENDEMENT

présenté par

Mme Godard, Mme Froger, Mme Runel, M. Baumel, Mme Pirès Beaune, M. Aviragnet,  
Mme Bellay, M. Califer, Mme Dombre Coste, M. Houlié, M. Simion et M. Guedj

-----

### ARTICLE 10

À l'alinéa 5, après le mot :

« placé »,

insérer les mots :

« tout ou partie de ».

### EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement des députés socialistes et apparentés de précision légistique vise à s'assurer que l'obligation de transmission des données de chiffre d'affaires des entreprises ayant recours à l'activité partielle aux services compétents sera applicable que ce recours soit partiel ou total quant à leur masse salariale.

En effet, en l'état de la rédaction de l'article 10, cette obligation est applicable pour les entreprises mettant « *leurs salariés* » en activité partielle, ce qui peut laisser à penser que les entreprises mettant seulement une partie de leurs salariés en activité partielle ne seraient pas visées.

Le présent amendement vise à corriger cette imprécision.